



Performances des grands groupes bancaires au 30 juin 2024

Août 2024

Chiffres clés au 30 juin 2024

Dans une période marquée par des incertitudes à la fois économiques, politiques et géopolitiques, les banques françaises réalisent de très bonnes performances grâce à la dynamique commerciale de leurs pôles opérationnels.

Malgré un contexte de forte pression sur la marge d'intérêts, la progression du niveau de revenus générés et la résilience du résultat net cumulé sur la période démontrent la capacité du modèle français de banque universelle à délivrer une performance solide et régulière :

- produit net bancaire cumulé de 76,7 milliards d'euro soit +3,6% par rapport au 1er semestre 2023 ;
- résultat net cumulé de 16,3 milliards d'euro soit -1,3 % par rapport au 1er semestre 2023.

Malgré une hausse du coût du risque qui pénalise les niveaux de résultats, les banques s'appuient sur leur modèle diversifié et intégré pour poursuivre la mise en place de leurs mesures d'efficacité opérationnelle tout en mettant leurs ressources au service des transitions environnementales et sociétales.

Indicateurs clés pour les 5 grands groupes bancaires français au 30/06/2024

Un niveau d'activité dynamique

PRODUIT NET BANCAIRE

30/06/2023	30/06/2024
74,1 Mds €	76,8 Mds €

+ 3,6 %

RESULTAT NET

30/06/2023	30/06/2024
16,3 Mds €	16,5 Mds €

- 1,3 %

Coefficient d'exploitation moyen en baisse à

- 283 pb

Coût du risque en hausse

28%

Des bilans très solides

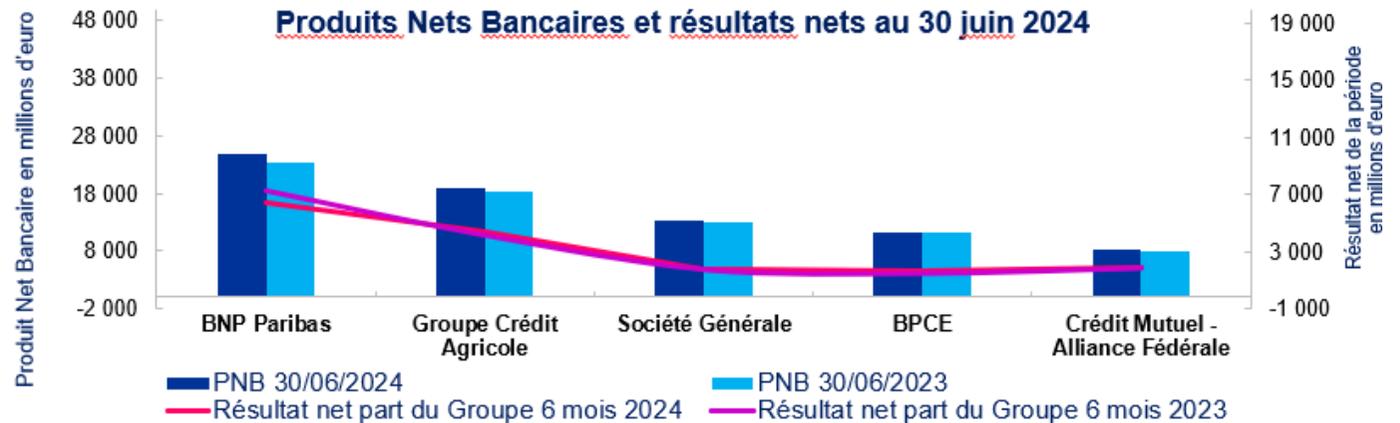
RATIO DE CET 1

31/12/2023	30/06/2024
15,6%	15,5%

RESERVES DE LIQUIDITE

31/12/2023	30/06/2024
1707 Mds €	1767 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024



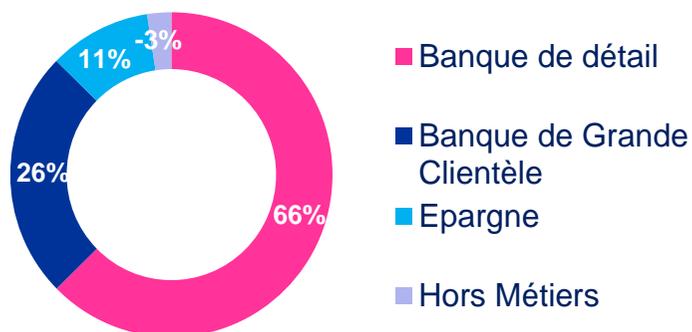
Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

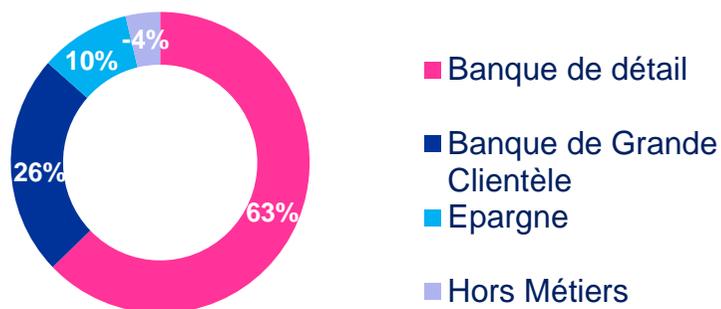
Répartition des revenus par activités

Sur le 1er trimestre 2024, si les métiers de l'épargne et de la banque de grande clientèle génèrent des revenus en hausse respectivement de + 4,9% et + 5,1%, les PNB des activités de la banque de détail sont stables avec un repli limité à - 0,13%.

Ventilation du PNB au 30 juin 2024



Ventilation du PNB au 30 juin 2023



Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable (Debt Valuation Adjustment, spread émetteur de la FVA (Funding Value Adjustment), et secured lending) impactant l'ensemble des banques, les groupes BNP Paribas et Crédit Agricole mettent en avant des éléments spécifiques.

D'un côté, le groupe BNP Paribas communique sur l'effet de la reconsolidation des activités en Ukraine (+226 millions d'euros) avec une participation de 60% dans Ukrsibbank et une plus-value de cession des activités Personal Finance au Mexique (+118 millions d'euros).

De l'autre côté, les comptes du groupe Crédit Agricole intègrent à la fois une reprise des provisions épargne logement (+18 millions d'euros), un complément de dotation de provision sur l'Ukraine (-20 millions d'euros) et les coûts d'acquisition de Degroof Petercam (-6 millions d'euros) et d'ISB (-10 millions d'euros).

Le groupe fait également état de l'impact défavorable de la valorisation des titres Banco BPM en partie compensé par un dividende plus élevé (-71 millions d'euros en combinant les deux effets) et un effet de base lié à la reprise de la provision sur l'amende Echange Image Chèques comptabilisée au 1er semestre 2023 (- 42 millions d'euros).



Analyse des métiers

Banque de détail

Au 30 juin 2024, la banque de détail maintient ses revenus avec une marge nette d'intérêt qui s'améliore mais reste pénalisée par l'augmentation de la part des dépôts rémunérés et une faible dynamique des crédits dans un contexte attentiste.

BNP Paribas	BPCE	Société Générale
<ul style="list-style-type: none"> ❑ En France : <ul style="list-style-type: none"> • Bonne dynamique d'activité soutenue par la qualité des franchises et les partenariats. • Revenus portés par la croissance des marges sur dépôts. • Stabilisation des encours de crédits avec une production en progression au niveau des crédits immobiliers et des crédits d'investissements des entreprises. • Acquisition de nouveaux clients pour Hello bank! (+195.000 nouveaux clients sur le semestre) grâce à une croissance organique et au bon déroulement de l'opération Orange bank. • Semestre marqué par la normalisation du prix des véhicules d'occasion (Arval) et la hausse des coûts de refinancement à moyen terme de Personal Finance. ❑ A l'international : <ul style="list-style-type: none"> • Des résultats essentiellement impactés par l'émission des bons de l'État belge, l'arrêt de la rémunération des réserves obligatoires par la BCE, la taxe DGS en Italie, l'hyperinflation en Turquie, et un provisionnement important en Pologne. • Poursuite du recentrage stratégique de Personal Finance, avec une bonne tenue des volumes en lien avec les partenariats dans la mobilité et un effet porteur du lancement du partenariat avec Orange en Espagne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du fonds de commerce avec l'acquisition de 452 000 nouveaux clients au premier semestre dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne. • Renforcement des offres commerciales des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne à destination des primo-accédants immobiliers. • Maintien de la croissance de Oney grâce à l'évolution positive des taux de marge et à l'effet de revalorisation des actifs. • Poursuite de la stratégie de ventes croisées pour le métier Solutions et Expertise Financière, avec une croissance dans le crédit-bail et le crédit à la consommation. • Augmentation de 55% du nombre de paiements instantanés dans le pôle Digital et Paiements. • Projet d'acquisition de Société Générale Equipment Finance (SGEF), pour renforcer sa position dans le leasing de biens d'équipements en Europe. • Projet d'acquisition en Belgique de la banque Nagelmackers par la Caisse d'Epargne Hauts de France. • Processus en cours pour l'acquisition de iPaidThat avec l'ambition de devenir un acteur de référence dans les solutions digitales de facturation et de comptabilité pour les entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> ❑ En France : <ul style="list-style-type: none"> • Dynamique importante de collecte clients pour BoursoBank (+302.000 nouveaux clients) avec une baisse du coût d'acquisition par client, en ligne avec l'ambition stratégique. • Rebond confirmé de la production de crédits immobiliers et de crédits à la consommation. • Collecte dynamique sur les encours d'épargne (dépôts et épargne financière) notamment sur des supports rémunérés. • Ralentissement du développement des activités Mobilité et Service Financier, impactées par une diminution des revenus d'Ayens et la diminution des ventes de voitures d'occasion. ❑ A l'international : <ul style="list-style-type: none"> • Bonne performance commerciale en Europe auprès des différents segments de clientèle dans les deux entités, avec une croissance totale des crédits et des dépôts. • Activité soutenue dans la région Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer avec une évolution à la hausse des encours de crédits et de dépôts sur tous les segments tant dans le Bassin Méditerranéen qu'en Afrique sub-Saharienne.
Crédit Mutuel Alliance Fédérale		Crédit Agricole
<ul style="list-style-type: none"> • Bonne dynamique du réseau de bancassurance avec les caisses de Crédit Mutuel et Beobank, soutenue par des commissions stables et une hausse de la marge d'intérêt. • Progression des parts de marché du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel (+109.000 nouveaux clients dont 86% de particuliers). • Poursuite de la stratégie de croissance de Beobank sur toutes les lignes de produits avec une croissance des encours bruts de crédits tirée principalement par les crédits hypothécaires. • Évolution de la stratégie multiservice du réseau de bancassurance du CIC et des caisses de Crédit Mutuel portée par le stock de contrats d'assurance de biens et de personnes, et les abonnements de télésurveillance du domicile. • Dynamique commerciale positive pour les 3 marques de Cofidis Group (Cofidis, Créatis et Monabanq) dans 9 pays européens (France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Pologne). • Succès de la stratégie d'accélération du développement de l'activité banque à distance de Monabanq avec une progression combinée des encours et de la tarification permettant un retour à la croissance de la marge d'intérêts après 2 années de baisse. • Progression des revenus générés par TARGOBANK en Allemagne avec une activité soutenue proposant des solutions en banque du quotidien, crédit à la consommation, placements, assurances, affacturage et crédit-bail. 		<ul style="list-style-type: none"> ❑ En France : <ul style="list-style-type: none"> • Progression des parts de marché avec une conquête de nouveaux clients (+382 000 nouveaux clients) et une augmentation notable de l'encours de collecte bilan. • Poursuite de la baisse de la production des crédits à l'habitat par rapport au 1er semestre 2023 pour les Caisses Régionales et LCL. • Progression du taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV. • Hausse du nombre de cartes de paiement sur un an. • Niveau d'activité stable à un haut niveau dans les services financiers spécialisés avec une hausse des encours de crédits à la consommation chez CAPFM tirés par les activités automobiles et la progression de la production et des encours de crédit-bail chez CAL&F. ❑ A l'international : <ul style="list-style-type: none"> • Banque de proximité à l'internationale soutenue par des initiatives commerciales : +100.000 nouveaux clients en Italie et en Pologne et + 40% de nouveaux crédits à l'habitat en Italie. • Résultats mitigés dans les métiers spécialisés à l'international avec notamment une production commerciale de CAPFM impactée par la baisse chez GAC Sofinco en Chine et la poursuite de la dynamique favorable sur le crédit-bail mobilier en Pologne. • Encours de crédit impactés en Egypte par la dévaluation de la livre égyptienne. • Cession par le groupe de sa participation résiduelle de 15% dans le Crédit du Maroc.

Métiers de l'épargne

Dans l'ensemble, les revenus des métiers de l'épargne augmentent de +4,9% sur le semestre en tirant profit d'un niveau globalement élevé d'encours sous gestion en gestion d'actifs, en assurance-vie et en gestion de fortune.

BNP Paribas

- Progression des commissions **de Wealth Management** attribuable à la hausse des transactions et une croissance des actifs sous gestion dans les banques commerciales et auprès de la grande clientèle, dans toutes les géographies.
- Activité commerciale dynamique dans **l'Asset Management** avec une forte collecte notamment en fonds monétaires et une très bonne performance des actifs sous gestion.
- Repli de l'activité **Real Estate** dans un marché immobilier ralenti.
- Collecte brute en hausse au sein de l'activité Epargne en France et à l'international dans le métier Assurance.
- Lancement de **plusieurs opérations stratégiques** : closing de l'acquisition de 51% de BCC Vita associée à un contrat de distribution d'assurance vie avec BCC Banca Iccrea (Italie), négociations exclusives avec Neulize OBC pour un partenariat stratégique de distribution et l'acquisition de Neulize Vie.

CMAF

- Plusieurs opérations stratégiques permettant à **Crédit Mutuel Asset Management** de devenir la **plateforme de distribution unique du groupe La Française** : absorption de La Française Asset Management par Crédit Mutuel Asset Management et de Crédit Mutuel Investment Managers par La Française AM Finance Services.
- Collecte nette positive sur les fonds monétaires de **Crédit Mutuel Asset Management** marquée par une forte demande des investisseurs pour le monétaire.
- Performance annuelle solide dans la gestion alternative, représentée par **Cigogne Asset Management** avec le nouveau fonds Cigogne UCITS Crédit Opportunities (article 8 SFDR) qui dépasse les 100 millions d'euros d'encours un an après son lancement.
- Bonne résilience des activités de banque privée (**Banque Transatlantique, Banque de Luxembourg et Banque CIC Suisse**) dans contexte économique ralenti avec un repli de la marge nette d'intérêts et des commissions nettes.

Crédit Agricole

- Niveau élevé des encours sous gestion avec une collecte élevée en gestion d'actifs dans **les Joint Ventures (Inde, Corée du Sud et Chine)** et en actifs moyen long terme (gestion active et passive) malgré un contexte d'aversion aux risques.
- Augmentation des encours chez **Amundi** sur le semestre essentiellement attribuable à un effet marché et change positif, à l'intégration d'Alpha Associates et à une collecte nette positive.
- Gestion de fortune qui bénéficie à la fois d'un effet marché favorable, d'une collecte nette positive et d'un effet périmètre avec l'intégration de **Degroof Petercam**.

BPCE

- Augmentation des actifs sous gestion en hausse continue sur le trimestre avec un niveau de collecte importante sur les **produits long terme** et des effets de marché et de change positifs.
- Collecte nette élevée sur le semestre principalement grâce aux produits **Fixed-income de Loomis Sayles et DNCA**.
- Solide performance des fonds dans la gestion d'actifs.
- Signature d'un protocole d'accord avec HSBC, en vue d'acquiescer le teneur de compte **HSBC Epargne Entreprise (HEE)**.

Note : Pour la Société Générale, les activités des métiers de l'épargne sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que Les activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion atteindre un niveau record de 152 milliards d'euros au 30 juin 2024.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 Juin 2024

Banque de grande clientèle

Les revenus de la Banque de Grande Clientèle affichent une hausse notable de 5% portés notamment par la performance des activités de marché qui bénéficient de volumes élevés dans un environnement porteur et un rebond des activités dans la banque d'investissement.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE	CMAF
Métier FICC (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	<ul style="list-style-type: none"> Activité en repli sur le taux, le change et les matières premières, avec un recul plus marqué dans les matières premières en raison d'une demande plus faible en Europe. Bonne performance des activités de Crédit atténuant l'impact du recul global des activités de marché. 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne performance des activités Taux, Crédit et Change grâce notamment à une forte demande dans les solutions d'investissement. Recul des activités de flux et de couverture dans un contexte de spreads de taux plus serrés et de faible volatilité sur le marché des changes. 	<ul style="list-style-type: none"> Malgré une base de comparaison élevée en 2023, progression des revenus dans banque de marché soutenue par le maintien d'un haut niveau de performance porté par le crédit primaire. Confirmation de la position de CACIB sur les émissions obligataires et les Green, Social & Sustainable bonds. 	<ul style="list-style-type: none"> Des revenus en hausse portés par une forte performance de Fixed Income dans toutes les classes d'actifs. Bonne dynamique commerciale avec les réseaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la croissance de CIC Market Solutions avec un produit net bancaire en croissance malgré une base de comparaison élevée au 1er semestre 2023. Abondance du marché primaire quels que soient les émetteurs en dépit des phases de volatilité, de courte durée, liées au contexte géopolitique mondial ou politique français.
Métier Titres & métier Actions	<ul style="list-style-type: none"> Très bonne performance dans les activités Prime Services (encours en hausse d'environ 40% sur un an). Dynamique soutenue sur les Dérivés d'Actions dans les 3 régions, soutenue par une forte demande des clients. Activité en forte hausse pour Securities Services portée à la fois par l'impact de la hausse de la marge d'intérêt et par des commissions liées à la progression des encours moyens d'actifs. Poursuite du développement commercial en Private Capital. 	<ul style="list-style-type: none"> Très bonnes performances du métier Actions dans toutes les activités grâce à des volumes élevés dans un environnement porteur. Tendance positive en matière de commissions dans le métier Titres, malgré une marge nette d'intérêts impactée par la fin de la rémunération des réserves obligatoires. 	<ul style="list-style-type: none"> Bon niveau d'activité sur les Structurés Actions. Poursuite de l'intégration de RBC Investor Services, devenu CACEIS Investor Services Bank (ISB), avec la fusion effective des entités légales avec celles de CACEIS, le 31 mai 2024 et le début des migrations de portefeuilles de clients. Niveau élevé d'encours conservés et d'encours administrés pour CACEIS qui, malgré un ralentissement dû à des effets marchés défavorables sur le trimestre, tire profit de l'intégration d'ISB associée à un bon dynamisme commercial. 	<ul style="list-style-type: none"> Progression des revenus du métier Equity sur un an avec une solide activité client. 	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'investissements significatifs pour Crédit Mutuel Equity avec plus de 194 millions d'euros déployés sur le semestre et un portefeuille qui atteint 3,8 milliards d'euros en encours investi. Produits enregistrés au 30 juin 2024 générés aux trois quarts de plus-values dégagées par le portefeuille, démontrant la qualité de la gestion des participations dans un contexte économique marqué par l'incertitude.
Banque de financement et d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Forte hausse des activités Capital Markets notamment dans les régions EMEA et Amériques Activité dynamique en Transaction Banking, à la fois en Cash Management et en Trade Finance. Croissance du volume des transactions sur le marché obligataire. 	<ul style="list-style-type: none"> Très bonne performance de Global Transaction & Payment Services portée par des conditions de marché favorables et un fort développement commercial dans toutes les activités. Fort rebond de la Banque d'investissement, porté par les opérations de M&A et les Marchés de capitaux dettes. Performance soutenue des activités de Financement, malgré un léger repli par rapport à une base élevée en 2023. 	<ul style="list-style-type: none"> Progression des revenus de la banque de financement portée par les activités d'International Trade & Transaction Banking et par le développement des activités d'origination Reprise des activités de M&A sur le semestre. 	<ul style="list-style-type: none"> Forte dynamique des activités d'Investment Banking portées par les métiers Acquisition & Strategic Finance et Strategic Equity Capital Markets. Performance solide des métiers du M&A avec une croissance des revenus sur le semestre. Investissements de Natixis Partners dans 2 boutiques de M&A : Tandem Capital Advisors (Belgique), et Emendo Capital (Pays-Bas). Hausse des revenus de Global finance grâce à la dynamique soutenue des activités Real assets et Trade Finance. 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne dynamique commerciale de CIC Corporate malgré le contexte géopolitique, avec un volume d'activité soutenu marqué par la hausse du produit net d'intérêts et des commissions en lien notamment avec un marché du crédit bancaire et obligataire animé tant par des crédits inauguraux que des refinancements ou des amendements et extensions.

Evolution du coût du risque (CdR)

Le contexte économique et géopolitique (Ukraine, Israël, élections américaines, etc.) reste globalement incertain. Notamment:

- ✓ Si les politiques monétaires menées par les banques centrales ont permis de juguler la poussée inflationniste observée à partir de 2022, **l'inflation** (notamment des prix des services) **reste supérieure à l'objectif de 2%**.

Ainsi, **les prévisions de diminution des taux directeurs** (qui tablaient initialement sur des baisses significatives de taux en 2024) **sont désormais beaucoup plus mesurées tant en 2024 qu'en 2025** que ce soit en Europe ou Outre-Atlantique.

- ✓ Dans ce contexte, **les prévisions de croissance économique mondiale** du FMI ([publication de juillet 2024](#)) **sont stables* à 3,2% pour 2024 et 3,3% pour 2025** mais avec des différences par pays / zones géographiques:
 - USA: 2,6% pour 2024 (-0,1%* en raison d'un début d'année plus lent que prévu) et 1,9% en 2025
 - Zone Euro: 0,9% pour 2024 (+0,1%* grâce à une dynamique plus forte dans les services et des exportations nettes plus élevées que prévu) et 1,5% pour 2025.
 - France**: 0,9% (+0,2%*) pour 2024 et 1,3% pour 2025.

Dans sa [note de conjoncture](#) publiée début juillet, l'INSEE prévoit désormais pour la France** une croissance de 1,1% grâce à la reprise des exportations et le dynamisme de la consommation des ménages lié à la hausse des salaires. Il est à noter que la réouverture des centrales nucléaires ayant contribué à hauteur d'un demi-point à la croissance en 2023.

- ✓ Compte tenu du niveau élevé d'inflation et des actions des banques centrales plus limitées que prévu, les prévisions tablent sur des taux élevés de manière durable. Ce qui impacte **les capacités d'endettement et de remboursement des acteurs économiques** (y compris les Etats), et pèse sur le risque de crédit. Notamment, pour les entreprises, on observe une **dégradation de la qualité de crédit** (selon l'OCDE et la COFACE):
 - **augmentation de la part des entreprises notées BBB dans le total des émissions de dettes** (Investment Grade) réalisées,
 - **augmentation des ratios de levier** (Dettes/EBITDA).

Et cela dans un contexte où environ 40% de la dette (au niveau mondial) devra être refinancée à horizon 2026.

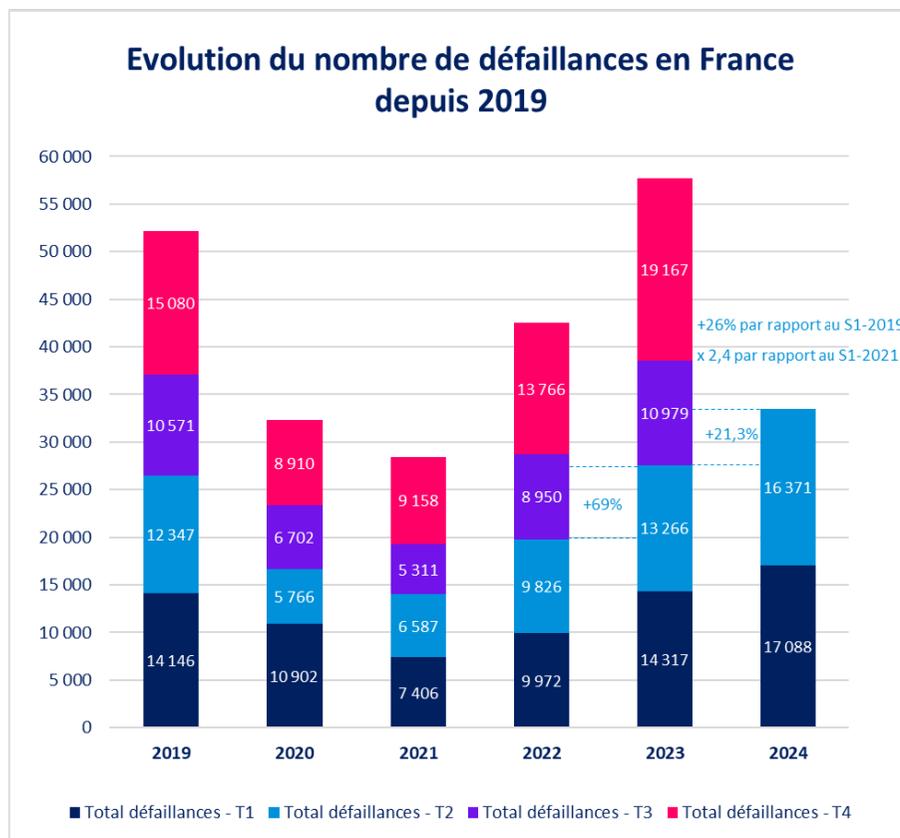
- ✓ En France, après la dissolution de l'Assemblée nationale et les élections législatives, le contexte politique est instable, ce qui, au regard de la situation budgétaire du pays pourrait impacter la notation financière du pays et sa capacité de financement.

- ✓ **Les défaillances d'entreprises en France progressent encore de plus de 21%** au 1^{er} semestre 2024 (par rapport au 1^{er} semestre 2023) avec un total de 33 450.

Si cette évolution en pourcentage ralentit (ce qui laisse présager une prochaine stabilisation), **le nombre de défauts sur 12 mois glissants atteint 63 400**, soit un **niveau nettement supérieur à la moyenne long terme 1991-2019 de 55 000** (et à la moyenne post crise financière de 2008).

Cette tendance s'explique par:

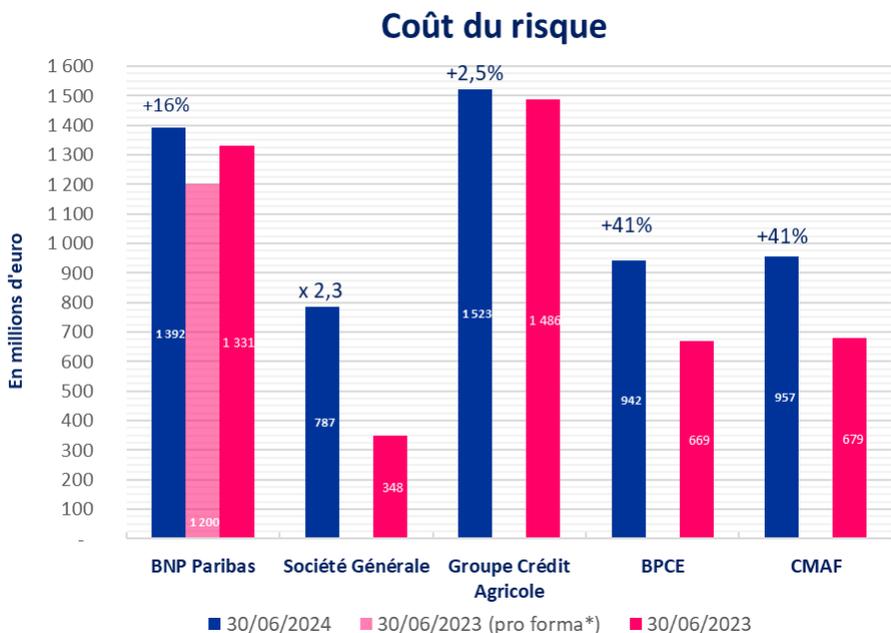
- un effet rattrapage post Covid (les dispositifs d'aides ayant différé des entrées en défaut),
- le ralentissement de l'économie.



Source des données : Etudes trimestrielles ALTARES 1^{er} et 2^{ème} trimestre 2024 et des 4 trimestres de 2023

Dans ce contexte particulier, le CdR apparaît globalement en hausse au 30 juin 2024 mais avec des disparités entre les stages et dans l'amplitude de l'évolution selon les établissements.

En effet, le CdR des 5 banques françaises de notre échantillon affiche une hausse de 24% et s'élève à 5,6 Mds€ contre 4,5 Mds€ au 30 juin 2023.



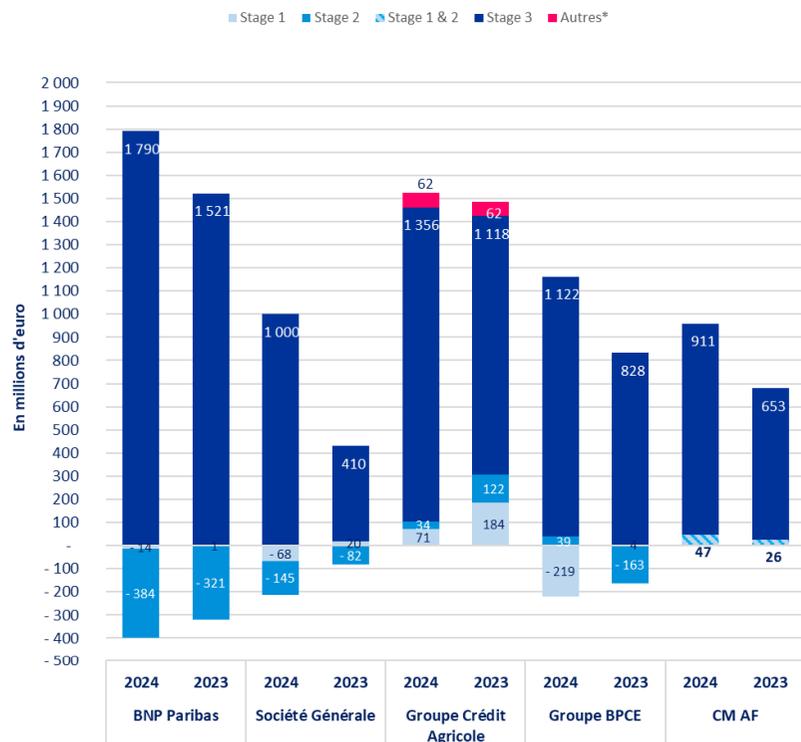
Source des données : communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 juin 2024 et 30 juin 2023

La colonne « pro forma » de BNP Paribas indique l'effet du changement de présentation opéré en 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers ».

¹ Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.



Le CdR se décompose par Stage¹ comme suit:



* Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents

Pour BNPP, données 2023 non retraitées du changement de présentation.

Source des données : communiqués de presse, présentations investisseurs et états financiers non audités au 30 juin 2024 et 30 juin 2023

Globalement, le CdR sur le Stage 3 est en forte augmentation pour toutes les banques françaises (+18% pour BNP Paribas, x2,4 pour Société Générale, +29% sur Groupe Crédit Agricole, +41% sur Groupe BPCE et +40% sur le Crédit Mutuel Alliance Fédérale). Cette évolution est en phase avec l'augmentation des défaillances d'entreprises.

En revanche, l'évolution sur les Stages 1 et 2 est plus contrastée. BNP Paribas, Société Générale et le Groupe BPCE, enregistrent des reprises alors que le Groupe Crédit Agricole et Crédit Mutuel Alliance Fédérale restent en dotation mais à un niveau bien moindre que les dotations enregistrées au 30 juin 2023 (total de 152 M€ contre 332 M€).



CdR global

- **CdR de 1 392 M€, +191 M€(pro forma)**, en lien avec:
 - ✓ **l'augmentation du Stage 3 (+18% / +269 M€)**
 - ✓ une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2 à 398 M€ au 30 juin 2024 (reprise de 320 M€ au 30 juin 2023)
- Objectif de coût du risque < à 40 bp maintenu pour 2024

CdR par métier

- Commercial Investment Banking : reprise de 201 M€ en hausse de 122 M€ en lien avec des reprises sur les Stages 1 et 2
- Commercial Personal Banking Solutions : dotation de 1 546 M€, + 296 M€ liés notamment à:
 - ✓ la Banque Commercial en France: +129 M€ compte tenu d'un dossier de place spécifique pour 123 M€
 - ✓ l'activité de crédit à la consommation +82 M€ compte tenu de la situation économique et ce malgré une amélioration du profil de risque de la clientèle
 - ✓ la Banque Commerciale en Europe Méditerranée +81 M€

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 30 juin des paramètres économiques des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking. A titre illustratif, sur le scenario central:
 - ✓ Taux de croissance du PIB au 30 juin 2024 revus en hausse : Zone Euro : 0,9% contre 0,8% au 31 décembre 2023 / France : 1% contre 0,8% au 31 décembre 2023
 - ✓ Taux d'inflation au 30 juin 2024 revus en baisse : Zone Euro : Zone Euro : 2,2% contre 2,8% au 31 décembre 2023 / France : 2,4% contre 2,6% au 31 décembre 2023
- **Mise à jour des pondérations avec une augmentation du scenario adverse** au détriment du scenario favorable :

Scenario	Sévère	Adverse	Central ⁽¹⁾	Favorable
30 juin 2024	5%	16%	50%	29%
31 décembre 2023	5%	12%	50%	33%

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
30 juin 2024	NC	950	NC	- 600
31 décembre 2023	NC	1 150	NC	- 600

⁽¹⁾ Le scenario "Central" est toujours pondéré à 50%.

Ajustements post-modèles

- Ajustements constitués notamment en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)
- Réévaluation de ces ajustements en 2023 et 2024 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique => Reprise ou utilisation des ajustements
- **Au 30 juin 2024, les ajustements représentent 4,3% du total des ECL** (contre 4,5% au 31 décembre 2023 / 6,1% au 31 décembre 2022)

Autres

- BNP indique avoir des expositions limitées sur les secteurs sensibles suivants:
- **Immobilier Commercial:** 3,9% (soit 69,9 Mds€) des engagements bruts totaux avec 45% de contreparties notées Investment Grade et dont 3,1% de douteux
 - **Construction:** 2,0% (soit 34,5 Mds€) des engagements bruts totaux avec 62% de contreparties notées Investment Grade et dont 3,7% de douteux
 - **LBO:** 0,7% (soit 13,1 Mds€) des engagements bruts totaux

Société Générale

CdR global

- **CdR de 787 M€ x2,3**, en lien avec :
 - ✓ l'augmentation de 600 M€ du Stage 3
 - ✓ une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2 à 213 M€ au 30 juin 2024 (reprise de 62 M€ au 30 juin 2023)
- Objectif de coût du risque maintenu pour 2024 à 25-30bp

CdR par métier

- Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 420 M€ (x 2,1)
- Mobilité & Banque de détail à l'International : CdR à 370 M€ (x 2,1)
- Banque de Grande Clientèle : CdR à 1 M€

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 30 juin des paramètres économiques des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking avec pour effets :
 - ✓ une reprise de 14 M€ au titre de la révision des variables macroéconomiques et des probabilités de défaut
 - ✓ une dotation de 18 M€ dans le cadre de la révision des pondérations (augmentation de la pondération du scénario stressé)

- **Pondérations et analyse de sensibilité au 30 juin :**

Scenario	Stressé	Central	Favorable
30 juin 2024	30%	60%	10%
31 décembre 2023	28%	62%	10%

Pondération à 100%	Stressé	Central	Favorable
30 juin 2024	477	248	364
31 décembre 2023	570	248	378

Ajustements post-modèles

- Sectoriels pour un montant total de 681 M€ (en hausse de 14 M€ par rapport au 31 décembre 2023)
Principaux secteurs concernés (EaD):
 - ✓ Immobilier commercial (2%)
 - ✓ Construction (1,2%)
 - ✓ Commerce de détail non alimentaire (0,7%)
 - ✓ Hébergement médico-social
 - ✓ Transport routier de fret

- « Autres » pour un montant total de 492 M€ (en baisse de 207 M€ par rapport au 31 décembre 2023) qui couvrent :
 - ✓ le risque spécifique sur les crédits offshore des clients corporate russes
 - ✓ les risques (non pris en compte par les modèles) induits par le contexte économique spécifique (hausse de l'inflation et des taux d'intérêts) sur les clientèles fragiles et les portefeuilles plus particulièrement exposés

Autres

- SG indique :
 - Pour la Russie: des expositions « offshore » sur les contreparties russes pour un total de 0,9 Mds€, en baisse de 0,2 Mds€ par rapport au 31 décembre 2023 dont 0,2 Mds€ en Stage 3 provisionnés à hauteur de 132 M€
SG a reçu fin juillet 2024 301 M€ qui solde ses dernières expositions en Russie liées à son ancienne présence locale via Rosbank
 - Une exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial : France 51%, Europe 30%, Etats-Unis 12% (dont 12% en Stage 3)
 - Une exposition directe aux LBO de 5 Mds€ et des expositions sur les PME à hauteur de 5% des EaD

CdR global

- **CdR de 1,5 Mds€ (+2%)**, en lien avec:
 - ✓ l'augmentation de 1 356 M€ du Stage 3 (+21%)
 - ✓ des dotations de 105 M€ sur les Stages 1 & 2 en baisse de 201 M€ (306 M€ au 30 juin 2023)

CdR par métier

- Caisses Régionales: CdR à 706 M€ (+22%) en lien avec la hausse des défauts
- Banque de proximité dont:
 - ✓ LCL: CdR à 214 M€ (+59%) en lien avec plusieurs dossiers de place sur le marché Entreprises
 - ✓ CA Italia: CdR à 123 M€ (-18%) compte tenu de l'amélioration continue de la qualité des actifs
- SFS dont:
 - ✓ Financement Personnel et Mobilité : CdR à 390 M€ (-10%)

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour des paramètres et hypothèses au 30 juin avec pour le scenario central:**
 - ✓ PIB France **+0,9% 2024** et **+1,1% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 1% pour 2024 et 1,4% pour 2025
 - ✓ Inflation France **+2,5% 2024** et **+2,1% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 2,9% pour 2024 et 2,6% pour 2025

- **Pondérations et analyse de sensibilité au 30 juin :**

Scenario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
30 juin 2024	10%	35%	50%	5%
31 décembre 2023	10%	35%	50%	5%

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾⁽²⁾	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
30 juin 2024	25,1%	7,9%	-8,6%	-12,2%
31 décembre 2023	18,6%	3,3%	-5,2%	-8,3%

⁽¹⁾ La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

⁽²⁾ Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Informations chiffrées non communiquées
- Néanmoins, le Groupe Crédit Agricole indique dans ses annexes aux comptes consolidés que le Forward Looking est pris en compte au niveau du Groupe mais également au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Dans ce cadre, à dire d'expert, l'analyse du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles peut conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 et à basculer des portefeuilles ou sous-portefeuilles en ECL à maturité.

Autres

- Le Groupe Crédit Agricole indique:
- des expositions LBO chez CACIB de 3,8 Mds€ (à fin mai 2024)
 - des expositions sur les PME à 26,6 Mds€
 - des expositions souveraines sur la France de 25,2 Mds€ (activité bancaire) et 46,9 Mds€ (activité assurance)

CdR global

- **CdR de 942 M€(+41%)**, en lien avec:
 - ✓ **l'augmentation de 1 122 M€ du Stage 3** (+36%) reflétant une détérioration dans certains secteurs spécifiques
 - ✓ des reprises de 180 M€ sur les Stages 1 & 2 contre des reprises de 159 M€ au 30 juin 2023

CdR par métier

- Banque de Proximité & Assurance: CdR à 772 M€(+38%) dont réseau des Banques Populaires 353 M€(+46%), réseau Caisse d'Epargne 276 M€(+25%) et Solutions & Expertises financières 47 M€(+82%)
- Global Financial Services: CdR à 141 M€(x2,2) dont Banque de Grande Clientèle à 145 M€(x2,1)

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour des paramètres et hypothèses au 30 juin avec pour le scenario central:**
 - ✓ **PIB France +0,7% 2024 et +1,4% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 0,9% pour 2024 et 1,6% pour 2025
 - ✓ **Indice des prix des logements France -6,10% 2024 et -2,5% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 -4% pour 2024 et -3% pour 2025

- **Pondérations mises à jour avec des évolutions différentes selon les zones géographiques et analyse de sensibilité au 30 juin :**

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2024	20%	65%	15%	16%	50%	34%	11%	41%	48%
31 décembre 2023	20%	50%	35%	18%	76%	6%	15%	36%	49%

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2024	18,0%	-2,0%	-12,0%
31 décembre 2023	16,0%	non matérielle	-10,0%

⁽¹⁾ Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.).
Secteurs concernés:
 - ✓ Professionnels de l'immobilier
 - ✓ BTP
 - ✓ Commerce & Distribution spécialisé
 - ✓ Tourisme
 - ✓ Hôtellerie & Restauration
 - ✓ Agro-alimentaire
- Pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées (de manière non individualisée)
- Le total des compléments au modèle central du groupe s'élève à 2 032 M€ au 30 juin 2024 contre 1 985 M€ au 31 décembre 2023

Autres

- Le Groupe BPCE indique:
 - les évolutions du modèle suivantes générant une reprise de 285 M€
 - ✓ un recalibrage de l'ensemble des paramètres de risques Retail pour tenir compte des évolutions réglementaires récentes (dont IRB Repair)
 - ✓ la mise en production de nouveaux modèles de probabilités de défaut forward looking pour intégrer plusieurs améliorations méthodologiques dont l'amélioration de la granularité des modèles (i.e. distinction des clients avec et sans prêt immobilier, etc.)
 - une exposition limitée aux professionnels de l'immobilier (commercial et résidentiel): 50,1 Mds€ d'encours de crédits à fin juin, soit 6% de l'encours total dont 86 % en France et avec un taux de NPL de 4,4%

Crédit Mutuel Alliance Fédérale

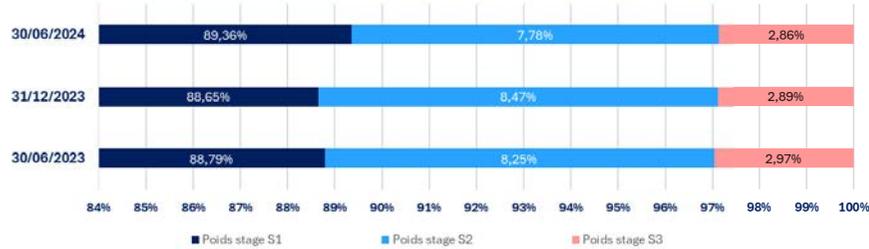
CdR global	CdR par métier
<ul style="list-style-type: none">• CdR de 957 M€ en hausse de 41% qui s'explique par:<ul style="list-style-type: none">✓ l'augmentation de 258 M€ du Stage 3 compte tenu principalement de la hausse des défaillances d'entreprises et à des dossiers de place✓ l'augmentation de 21 M€ sur le S1-S2 en lien avec un effet volume sur les encours S2 et avec une dégradation des notes des contreparties	<ul style="list-style-type: none">• Banque de financement: dotation de 40 M€, en baisse de 24 M€ (-37%)• Banque de détail & crédit à la consommation (France et Europe): dotation de 900 M€ contre 614 M€ au 30 juin 2023 avec notamment:<ul style="list-style-type: none">✓ Réseau CIC: CdR x2,1 à 212 M€ compte tenu du passage en défaut de plusieurs dossiers de place en France✓ Cofidis Group: il est indiqué que le CdR reste à un niveau maîtrisé (2,2 % des encours) et que le recouvrement est plus difficile depuis plusieurs mois✓ Targobank: CdR à 247 M€ (+72 M€) compte tenu notamment de la détérioration de l'environnement macroéconomique qui induit une hausse des défauts et retards de paiements
Scenarii et pondérations	
<ul style="list-style-type: none">• Informations non communiquées	
Ajustements post-modèles	<ul style="list-style-type: none">• Informations non communiquées
Autres	<ul style="list-style-type: none">• Pas d'élément spécifique à mentionner

Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage

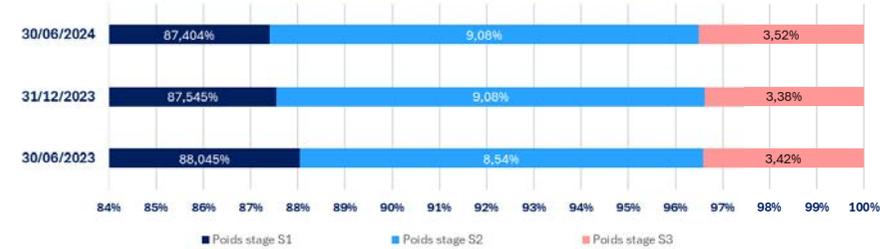
Ces graphiques présentent pour les établissements qui ont communiqué ces éléments au 30 juin 2024 (ou les éléments permettant de les déterminer):

- l'évolution du poids par Stage des créances à la clientèle évaluées au coût amorti
- l'évolution du taux de couverture pour chacun de ces stages.

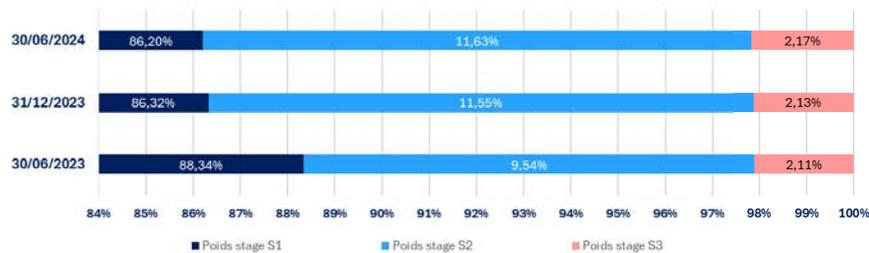
BNP Paribas



Société Générale



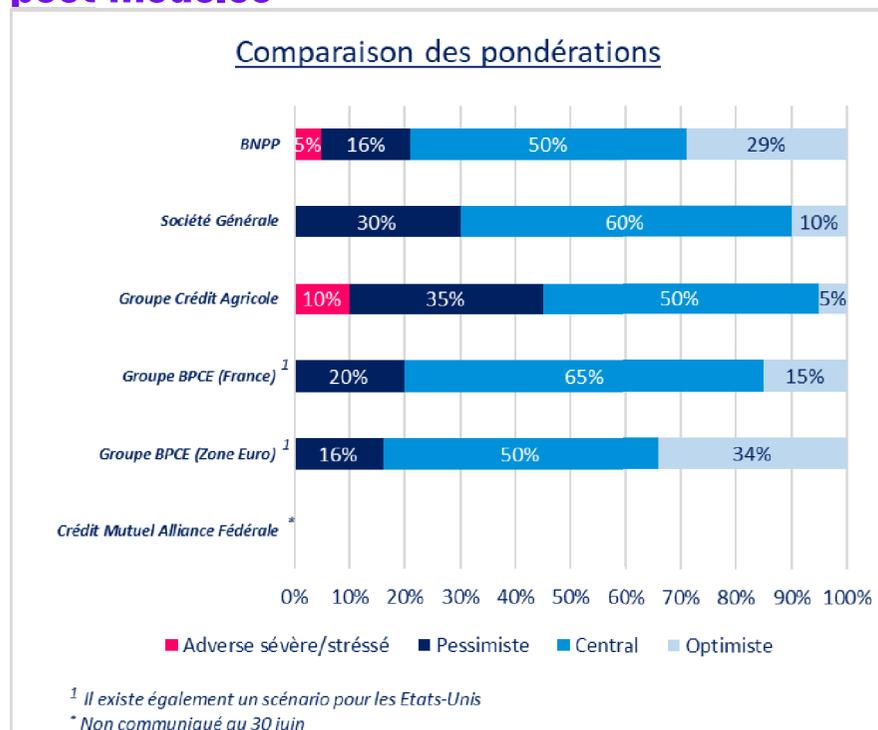
Groupe Crédit Agricole



Groupe Bpce



Evolution du coût du risque par banque – Comparaison des pondérations et poids des ajustements post-modèles



Parmi les banques qui communiquent sur les pondérations de scenarii économiques au 30 juin 2024:

- 2 banques utilisent 4 scenarii
- 2 banques utilisent 3 scenarii

On peut noter que le scenario central représente au minimum 50% de la pondération.

Le poids affecté aux scenarii favorables et défavorables (y compris adverse) varie de:

- pour le défavorable: de 16 à 45%
- pour le favorable: de 5 à 34%

30-juin-24	BNP Paribas *	Société Générale *	Groupe Crédit Agricole*	Groupe BPCE*	CM Alliance Fédérale **
Montant des ajustements en M€	NC	1 173	NC	2 032	NC
Total des ECL S1-S2	4 532	3 177	10 409	5 663	3 137
Total ECL	19 052	10 308	23 929	15 799	7 478
Poids des ajustements sur le total S1-S2	4,3% ¹	36,9%	NC	35,9%	NC
Poids des ajustements sur le total ECL		11,4%		12,9%	

* Périmètre soumis à IFRS 9

** Créances et prêts à la clientèle au coût amorti

Les éléments figurant dans ce tableau ont été soit calculés à partir des éléments communiqués par l'établissement (Société Générale), soit repris des éléments de communication financière (BNP Paribas).

A noter que toutes les banques ne communiquent pas le montant des ajustements post-modèles comptabilisés.

¹ BNP Paribas communique sur un % d'ajustements post-modèles sans indiquer si ce % est déterminé par rapport au total des ECL ou seulement les Stages 1 & 2.

Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

Coût du risque en pb sur encours¹

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole ⁽¹⁾	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2024	31 →	27 ↑	25 →	22 ↑	35 ↑
30 juin 2023	31	12	25	16	24

⁽¹⁾ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Le CdR en pb varie de manière non homogène selon les banques. Pour Société Générale, à noter que sur l'année 2023, le CdR en pb était particulièrement bas après une année 2022 fortement impacté par le provisionnement des expositions sur la Russie.

Pour le Groupe BPCE et CMAF, cette évolution est à mettre en lien avec la progression du CdR sur le Stage 3.

Poids des créances douteuses²

Poids des créances douteuses	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2024	1,6% ↓	3,0% ↑	2,1% →	2,5% ↑	3,1% ↑
31 décembre 2023	1,7%	2,9%	2,1%	2,4%	2,8%

Le poids du douteux augmente en lien avec la hausse des défaillances d'entreprises et en cohérence avec l'évolution du CdR sur encours.

Taux de couverture³

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2024	NC	43,0% ↓	48,3% ↑	39,4% ↓	45,9% ↓
31 décembre 2023	NC	46,0%	47,8%	39,7%	46,3%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2024	69,6% ↓	80,0% →	NC	66,6% ↓	NC
31 décembre 2023	71,7%	80,0%	NC	68,2%	NC

Globalement, les taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux et garanties diminuent (sauf Groupe Crédit Agricole et SG après collatéraux).

A notre avis, ces baisses pourraient s'expliquer notamment :

- par des dossiers qui viennent d'entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d'un scénario de continuité d'exploitation ;
- l'effet d'une couverture plus élevée des garanties (par exemple, l'impact de la garantie BPI à 90% sur les encours PGE).

1 Coût du risque sur encours en pb :

- Groupe Crédit Agricole : le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.

2 Créances :

- BNP Paribas : les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

3 Taux de couverture :

- BNP Paribas : rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à : bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance),

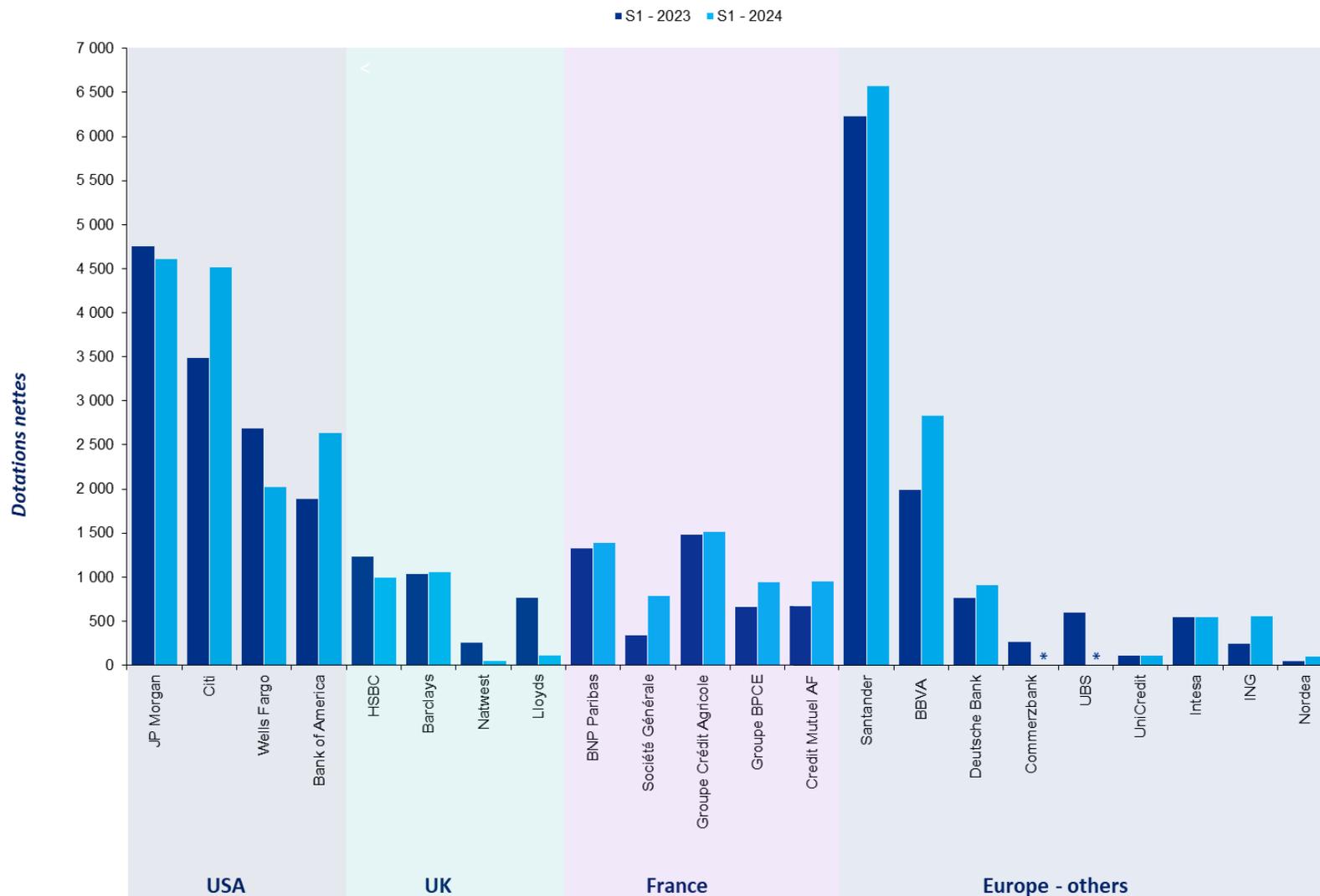
- Société Générale : Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

Evolution du coût du risque de crédit sur un échantillon de banques dans le monde

Coût du risque 30 juin 2024 / 30 juin 2023 :

En millions d'euro

* Données non disponibles à la date de publication de l'étude



Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2023 et 31 décembre 2022 (31 décembre 2022 non retraité des impacts éventuels de l'application simultanée d'IFRS 17 et d'IFRS 9)



Evolution du coût du risque de crédit sur un échantillon de banques dans le monde



Etats-Unis : Coût du risque +7,5%

Coût du risque cumulé des 4 banques américaines à 13,8 Mds€ (contre 12,8 Mds€ au 30 juin 2023) avec des situations différentes selon les établissements: 2 en hausse (Citi et Bank of America) et 2 en baisse (-24% chez Wells Fargo et -3% chez JP Morgan).

Evolution principalement liée à:

L'augmentation des pertes sur les cartes de crédit qui ont désormais retrouvé les niveaux d'avant pandémie de Covid-19
L'immobilier commercial

▪ **JP Morgan** : CdR à 4,6 Mds€ (-3%) :

- ✓ Consumer & Community banking: poursuite de la normalisation des pertes sur les cartes de crédit & hausse du provisionnement en lien avec la mise à jour des paramètres économiques et avec la croissance des encours
- ✓ **CIB: incorporation des portefeuilles de First Republic au modèle du groupe & provisionnement et pertes sur l'immobilier commercial et de bureau**

▪ **Bank of America** : CdR principalement en hausse à 2,6 Mds€ (+40%) avec une hausse des taux de pertes sur les cartes de crédit à 3,88% au 2^{ème} trimestre (contre 3,07% au 31 décembre 2023)

* Pas d'éléments notables pour Citi & Wells Fargo



Royaume Uni : Coût du risque en nette baisse à -33% avec un total de 2,2 Mds€

Evolution principalement liée à:

- A la révision à la hausse des paramètres économiques retenus dans le forward looking
- Aux reprises d'ajustements post-modèles

▪ **HSBC** : CdR à 996 M€, -20% en lien avec des reprises S3 sur un client (Global Banking & Markets), une **baisse du coût du risque sur l'immobilier Chinois** par rapport au 30 juin 2023 et **des reprises sur les ajustements post-modèles** (UK)

- ✓ CdR à 22pb, prévu entre 30 et 40 pb pour 2024 (contre autour de 40pb précédemment)

▪ **Barclays** : CdR à 1Mds€ (+1,5%), principalement lié à l'activité Retail aux États-Unis (cartes de crédit)

- ✓ Dotation nette de 21 M€ sur les ajustements post-modèles (malgré une reprise sur ceux relatifs aux incertitudes économiques)
- ✓ Baisse du CdR sur encours moyens des cartes de crédit US à 438bp contre 610pb au 31 mars 2024 (et 515 pb en 2023)

▪ **Natwest** : CdR -78% à 57 M€ contre 260 M€ au 30 juin 2023 compte tenu :

- ✓ De **reprises sur les ajustements post-modèles en lien avec la réduction des risques Inflation et taux d'intérêts** (stock d'ajustements post-modèles à 357 M€ contre 493 M€ en décembre 2023)
- ✓ De la mise à jour des paramètres économiques
- ✓ De la stabilité à un niveau bas du coût du risque sur le Stage 3

▪ **Lloyds** : CdR -85% à 119 M€ contre 771 M€ au 30 juin 2023 qui s'explique notamment par :

- ✓ Une reprise liée à l'évolution du modèle, i.e. la modification des taux de pertes observés sur les clients en Stage 3 dans le Commercial Banking
- ✓ Des **reprises sur des ajustements post-modèles liés aux risques inflation et taux d'intérêt**
- ✓ **L'effet de la mise à jour des paramètres** (dont Indice des prix à la consommation/Inflation, PIB et taux d'intérêt) sur les scenarii « Base case » et « Downside ». Cette mise à jour génère une reprise de 383 M€ (contre une dotation de 5 M€ au 1^{er} semestre 2023)

Europe-Autres : Une hausse tirée par le Stage 3

Coût du risque des banques européennes (hors banques françaises, Commerzbank et UBS) : 11,7 milliards d'euros au 30 juin 2024 (+17%)



ING : CdR à 560 M€ (x2,2)

- ✓ **Reprise de 261 M€ sur Stages 1 et 2 liée à des reprises sur les ajustements post-modèles** (Retail Banking) et amélioration des prévisions économiques
- ✓ Stock d'ajustements post-modèles à 415 M€
- ✓ **Dotations de 819 M€ sur Stage 3 liées principalement à des contreparties en Wholesale Banking et au transfert en S3 des expositions résiduelles sur la Russie**
- ✓ CdR à 18 bp



Intesa Sanpaolo : CdR à 554 M€, stable

- ✓ Stock d'ajustements post-modèles à 900 M€
- ✓ Coût du risque annualisé : 26bp
- ✓ Expositions nettes de provisions sur la Russie à 0,1 Mds€
- ✓ Stock de NPL bas avec un taux de couverture des NPL à 50,7%



Santander : CdR de 6,6 milliards d'euros (+5%) ;

- ✓ Qualité du portefeuille soutenue par des taux de chômage bas
- ✓ NPL à 3,02% des encours avec un taux de couverture à 66%
- ✓ CdR à 121bp



BBVA : CdR à 2,8 Mds€ (+42%): Mexique à 1,6 Mds€ (+37%), Espagne 0,3 Mds€ (+40%) et zone Amérique du Sud (0,3 Mds€ au Pérou, +56%)

- ✓ NPL en hausse à 15,4 Mds€ (+0,1 Mds€ vs 31/12) avec provisionnement en baisse à 75% (77% au 31/12) compte tenu d'une cession de portefeuille et de l'amélioration sur un client significatif



Unicredit : CdR quasiment stable à 118 M€

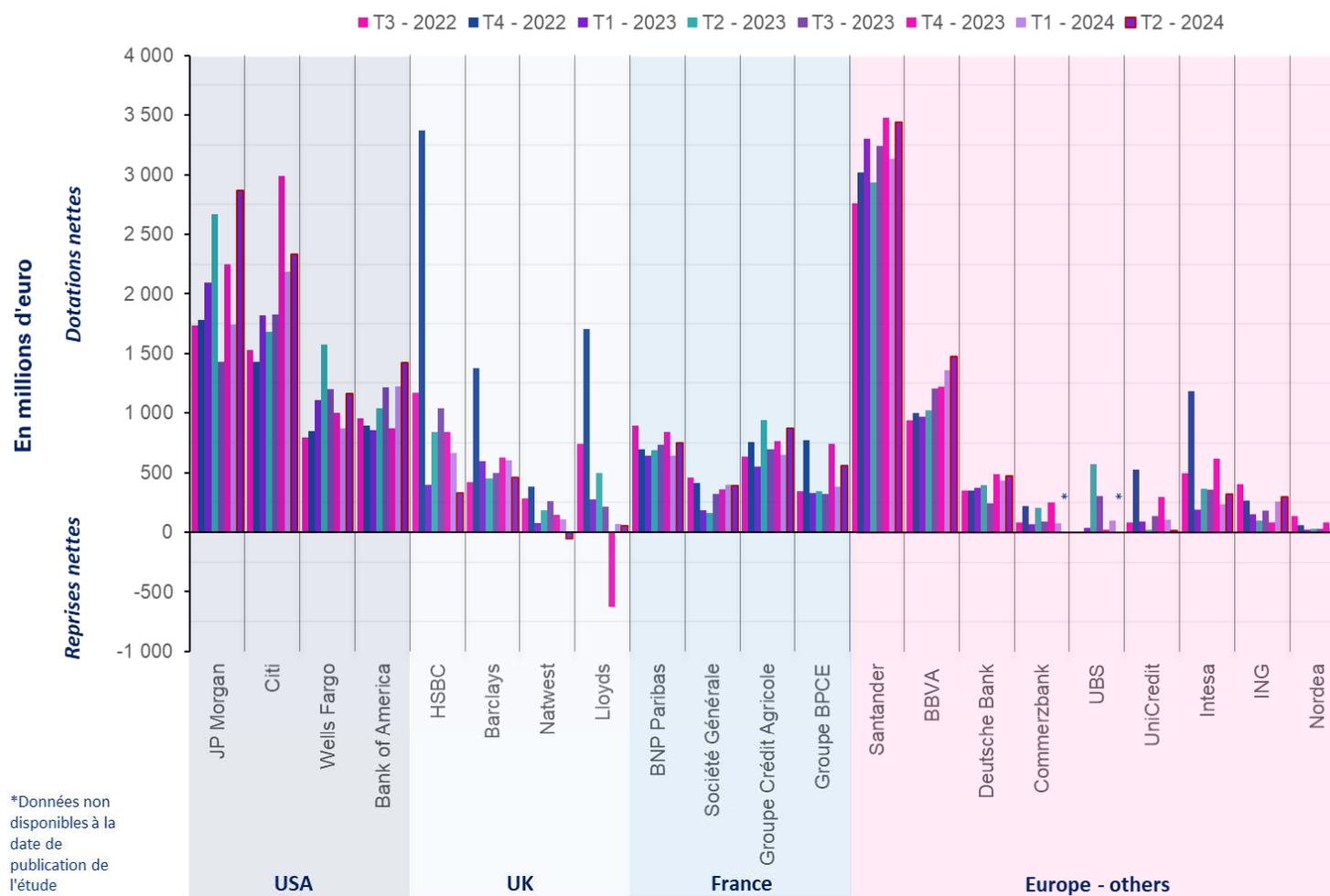
- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenus à 1,7 Mds€**
- ✓ **Objectif 2024 de CdR réaffirmé à <20bp** (prenant en compte une possible normalisation)
- ✓ Changement de méthodologie sur le Staging: transfert d'encours du Stage 2 vers le Stage 1



Deutsche Bank : CdR : 915 M€ (+19%)

- ✓ Stages 1 & 2: dotations de 3M€
- ✓ Stage 3: **dotations de 912 M€ (+177 M€) tirées par l'Immobilier commercial** (Investment banking), **2 dossiers Corporate spécifiques et les retards opérationnels** dans le traitement des dossiers (Private Banking)
- ✓ Effet positif d'une cession de NPL (Private Banking)
- ✓ Ajustements post-modèles stables à 89 M€ (+5M€ vs 31 décembre 2023)
- ✓ **CdR du 2^{ème} trimestre sur encours annualisés: 40 bp**
- **Objectif annuel révisé en hausse à 30bp** (vs 25-30 bp initialement)

Evolution du coût du risque de crédit sur un échantillon de banques dans le monde



*Données non disponibles à la date de publication de l'étude

Source des données : états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 juin 2024 (avec IFRS 17), 31 décembre 2023 (avec IFRS 17), 30 septembre 2023 (avec IFRS 17), 30 juin 2023 (avec IFRS 17), 31 mars 2023 (avec IFRS 17), 31 décembre 2022, 30 septembre 2022, 30 juin 2022, 31 mars 2022 et 31 décembre 2021

Dynamique du coût du risque depuis le 30 juin 2022:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes aux Etats-Unis (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « Carte de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), la progression du coût du risque commence à ralentir.

Pour rappel, les banques anglaises étaient également repassées en phase de dotation fin 2021/début 2022 en lien notamment avec l'évolution des risques macro-économiques, la crise ukrainienne et le risque immobilier commercial chinois.

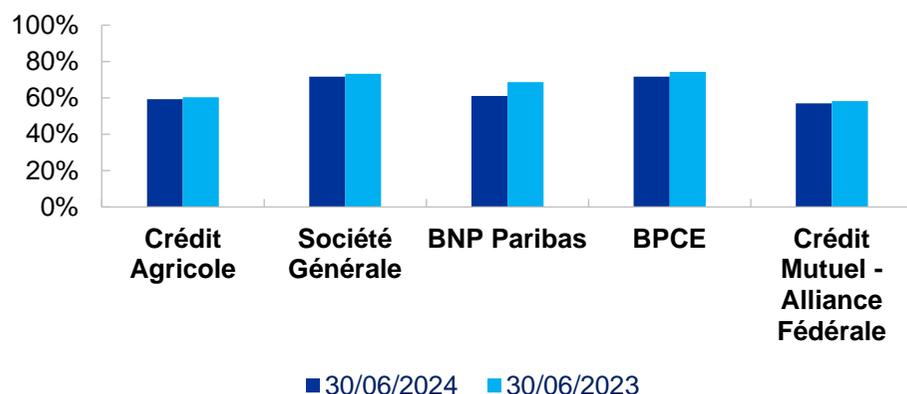
Ces dernières avaient également mis à jour leurs scénarii économiques fin 2022 (notamment avec prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni). Cette mise à jour avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives. Depuis cette date et notamment fin 2023, les prévisions économiques ont été revues en hausse et le coût du risque a amorcé un recul qui se confirme au 30 juin 2024 avec une baisse de 33% par rapport au 30 juin 2023.

Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements. On note néanmoins une nette tendance à la hausse des dotations Stage 3 pour la plupart des établissements.

Une amélioration de la rentabilité opérationnelle

Après plusieurs années de contributions significatives au Fonds de Résolution Unique (FRU), le semestre est marqué par la fin de sa dotation, qui se traduit mécaniquement par une baisse des frais généraux comptabilisés par les banques et une amélioration de leur rentabilité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation moyen à 64,1% (-283 pb par rapport au 1er semestre 2023).

Coefficient d'exploitation



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).

Les groupes Crédit Agricole et Société Générale font état de charges d'exploitation liées à un effet périmètre : intégration de RBC IS Europe et Degroof Petercam (Crédit Agricole) et de LeasePlan et Bernstein (Société Générale).

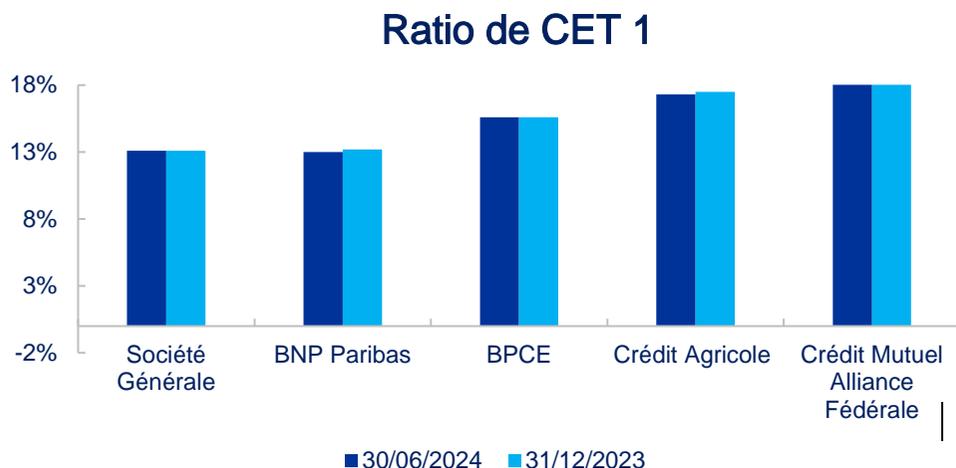
Les groupes mettent en avant les éléments suivants qui impactent leurs charges générales :

- investissements pour accompagner la croissance des métiers (BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE) ;
- progression des frais de personnel dans un contexte de hausse de la masse salariale volontaire (Crédit Mutuel – Alliance Fédérale) ;
- hausse des rémunérations variables, de la participation et l'intéressement des salariés en France en lien avec l'évolution de la performance du groupe (Société Générale, Crédit Agricole) ;
- stratégie d'investissements informatiques et dans la technologie - notamment en matière d'IA générative (BNP Paribas, Crédit Mutuel – Alliance Fédérale, BPCE) ;
- appel à cotisation à la Fondation CMAF dans le cadre du Dividende sociétal (Crédit Mutuel – Alliance Fédérale)
- effets de l'inflation (Crédit Mutuel – Alliance Fédérale, Crédit Agricole) ;
- coûts de restructuration et d'adaptation (BNP Paribas).

Le groupe BNP Paribas présente les résultats de ses mesures d'efficacité opérationnelle avec 350 millions d'euros d'économies réalisés au 1er semestre et 650 millions d'euros à venir d'ici la fin de l'année. Ces mesures, dont l'effet total est estimé à 1 milliard d'euros (dont 400 millions d'euros de mesures additionnelles annoncées au 1er trimestre) portent notamment sur la mutualisation, le nearshoring, l'offshoring, l'automatisation, la robotisation, la digitalisation, l'accélération du déploiement des plateformes cloud et des cas d'usage d'IA, l'optimisation et la flexibilité du parc immobilier, la discipline dans la gestion des dépenses externes, ou encore le renforcement du sourcing global.

Une structure financière solide

En dépit d'un environnement économique difficile et incertain, la situation financière des groupes bancaires français reste solide, avec un ratio de CET1 qui reste en moyenne stable sur le 1er semestre, à 15,5%.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024

Note : les groupes Crédit Agricole, Société Générale, et BNP Paribas communiquent sur un ratio de CET1 phasé.

L'évolution du ratio CET 1 est notamment attribuable aux éléments suivants :

- génération organique nette de l'évolution des actifs pondérés (BNP Paribas, BPCE, Société Générale, Crédit Agricole, Crédit Mutuel – Alliance Fédérale) ;
- distribution du résultat du 2nd trimestre 2024 (BNP Paribas, Société Générale) ;
- mise en réserve des résultats (BPCE, Crédit Agricole) ;
- capital réinvesti à la suite de la cession de Bank of the West (BNP Paribas) ;
- mise à jour des méthodologies et impacts réglementaires (BNP Paribas, Société Générale, BPCE) ;
- évolutions liées aux opérations de M&A (Crédit Agricole, Société Générale).

Alors que le groupe Société Générale communique sur la finalisation de son programme de rachats d'actions 2023 (280 millions d'euros), le groupe BNP Paribas présente sa trajectoire de capital à moyen terme et estime les impacts prudentiels sur son ratio de CET1 à :

- - 80 pb à horizon 2025 attribuable à la fois à la consolidation prudentielle de Arval au 1er juillet 2024 et la mise en œuvre de CRR3 au 1er janvier 2025 ; et
- - 30 pb à horizon 2026 en lien avec l'application des règles FRTB en fonction des discussions sur le Level playing field (USA/ Europe).

Les ratios TLAC sont communiqués par 3 établissements au 30 juin 2024 :

- BPCE : 26,3% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 27,1% des risques pondérés et 8% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 28,4% des risques pondérés et 7,5% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par 3 établissements au 30 juin 2024 :

- BPCE : 34,5% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 32,8% des risques pondérés et 9,8% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 33,1% des risques pondérés et 8,8% de l'exposition en levier.

Enfin, 4 établissements présentent leur ratio de levier, qui affiche une moyenne de 4,8%, stable par rapport au 31 décembre 2023 (- 10 pb sur le semestre).

Ratio de levier (%)	30/06/2024	31/12/2023
Société Générale	4,2%	4,3%
BNP Paribas	4,4%	4,6%
BPCE	5,0%	5,0%
Crédit Agricole	5,5%	5,5%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024

Note : les groupes Crédit Agricole et Société Générale communiquent sur un ratio de levier phasé.

Une gestion solide de la liquidité

Alors que la première partie de l'année a été marquée par des rendements obligataires et une perspective de baisse des taux, la dissolution de l'Assemblée nationale, et ses conséquences en matière d'incertitudes politiques ont augmenté la volatilité sur les marchés financiers.

Dans ce contexte, les banques mettent la gestion de la liquidité au cœur de leurs préoccupations pour sécuriser leur stratégie de refinancement.

Ainsi, tout en continuant de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, ils renforcent davantage leurs réserves de liquidité avec un niveau qui atteint 1.767 milliards d'euros (+ 60 milliards par rapport au 31 décembre 2023).

Les montants affichés par les banques intègrent une part importante des dépôts en banques centrales et des titres dits HQLA (High Quality Liquid Assets) essentiellement composés de dettes souveraines bien notées (couvertes par des swaps de taux d'intérêts), leur permettant d'afficher un ratio de LCR largement supérieur à l'exigence réglementaire de 100% :

Ratio LCR (%)	30/06/2024	31/12/2023
Société Générale	152%	160%
BNP Paribas	132%	148%
BPCE	149%	143%
Crédit Agricole	146%	144%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	178%	163%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2024

Note : Les groupes Crédit Mutuel – Alliance Fédérale et BPCE présentent un LCR moyen

Les groupes Crédit Agricole et Société Générale communiquent sur les remboursements des opérations de TLTRO-3.

Si l'encours résiduel du groupe Société Générale (10 milliards d'euros) sera en grande partie remboursé en septembre 2024, celui du groupe Crédit Agricole s'élève à 0,7 milliard d'euros avec 5,1 milliards d'euros remboursés sur le seul 2ème trimestre.



Des priorités axées autour de l'ESG...

Au-delà des performances financières réalisées sur le 1er semestre 2024, tous les établissements poursuivent le déploiement de leur feuille de route, tant au niveau de la mise en œuvre de leurs programmes ESG que dans des développements ambitieux en matière d'intelligence artificielle (IA). Ils affirment leur détermination à capitaliser sur cette dynamique positive pour construire des banques plus rentables et créatrices de valeur pour l'ensemble des parties prenantes.

Ainsi, tout en renforçant l'accompagnement de ses clients dans leur transition énergétique (solutions financières innovantes et complètes) et en mettant en place de nouveaux partenariats avec des acteurs pertinents de la transition, le groupe Société Générale a lancé la première brique de son investissement de 1 milliard d'euros dédié à la transition énergétique et annonce avoir atteint, avec plus de 18 mois d'avance, son objectif de 300 milliards d'euros de contribution à la finance durable.

Avec la publication de son « Plan de transition climat », guide de référence de sa démarche Net Zero 2050, le groupe Crédit Agricole détaille la mise en œuvre et les méthodologies de trajectoires de décarbonation, à la fois sur les émissions financées que sur l'empreinte de fonctionnement.

Le groupe continue de déployer massivement les financements et les investissements en faveur de la transition : +100% des expositions aux financements des énergies bas carbone entre fin 2020 et mars 2024, +17% du financement des capacités de production d'énergie renouvelable par CAA par rapport à fin 2022, + 60% du portefeuille de green loans de CACIB entre fin 2022 et juin 2024.

Pour réduire l'empreinte carbone de son bilan, Crédit Mutuel - Alliance Fédérale a lancé l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité visant à éco-rénover des logements et à accompagner le monde agricole pour faire face aux conséquences du changement climatique

De plus, pour soutenir les entrepreneurs qui élaborent des innovations de rupture pour décarboner l'économie, le groupe a lancé le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire sans objectif de rendement financier prioritaire, qui intervient dans des domaines clés à forte plus-value environnementale et sociale (mobilité, logement, agriculture, consommation, industrie et biodiversité).

Par ailleurs, le groupe annonce avoir cessé depuis le 1er juillet 2024 toute nouvelle opération (ou renouvellement d'opération) auprès d'entreprises énergétiques qui continueraient à développer de nouveaux projets d'exploration et de production de pétrole ou de gaz.

Enfin, et face aux fractures sociales et écologiques grandissantes, le groupe annonce sa décision d'accélérer la mobilisation de son dividende sociétal pour réduire les inégalités sociales et accélérer la transition climatique de ses clients et sociétaires.

Membre de l'alliance NZBA, le groupe BPCE a réaffirmé dans son projet stratégique V1ision 2030 sa volonté d'aligner la trajectoire de ses portefeuilles avec l'objectif de neutralité carbone en 2050. Dans ce cadre, le groupe a publié ses engagements de décarbonation pour 5 nouveaux secteurs (l'aluminium, l'aviation, l'immobilier commercial, l'immobilier résidentiel et l'agriculture) et annonce un élargissement du périmètre de ses objectifs dans 3 secteurs (l'automobile, l'acier et le ciment). Le groupe renforce également ses engagements dans les secteurs de la production d'électricité, du pétrole et du gaz, et affiche une ambition de décarbonation portant désormais sur les 11 secteurs les plus émissifs.

Par ailleurs, le groupe s'engage à rendre l'impact accessible à tous les clients des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne : partenariat avec Oney et Leroy Merlin pour offrir aux clients un parcours clé en main avec une solution globale et intégrée et leur permettre de bénéficier d'une offre complète de solutions financières avec l'Eco-Prêt à Taux Zéro, ou encore solutions de rénovation énergétique pour préserver la valeur du patrimoine immobilier des ménages

Le groupe BNP Paribas a, de son côté, déployé plusieurs solutions innovantes en Europe pour répondre aux besoins de ses clients : arrangement du premier gender bond mondial (50 millions d'euros) visant à financer l'amélioration du congé parental et l'acquisition de logements abordables pour les femmes en Islande, accord financier signé en Espagne pour Solarpack de près de 177 millions de dollars pour la construction d'un parc solaire photovoltaïque au Pérou avec la fourniture d'énergie renouvelable à près de 440.000 foyers en 2025, prêt de 499 millions d'euros accordé en Belgique à Umicore, spécialiste mondial du recyclage et des matériaux de mobilité propres, pour soutenir la production croissante des véhicules électriques, etc...





... et de l'Intelligence Artificielle

Parallèlement à leurs actions pour une économie durable, les groupes BNP Paribas, BPCE et Crédit Mutuel - Alliance Fédérale présentent leurs investissements dans l'intelligence artificielle.

Avec l'accélération de la révolution technologique, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a accéléré ses investissements avec le renforcement de la collaboration entre Euro-Information et IBM (autour de la plateforme watsonx) pour déployer 35 cas d'usages de l'IA générative dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC, avec une série disponible dès l'été 2024. Néanmoins, bien qu'il affiche sa volonté d'accélérer et d'industrialiser le déploiement de l'IA générative, le groupe met en avant son souhait de développer une IA responsable avec une technologie mise au service de l'humain et communique dans ce sens sur l'adoption par la Chambre Syndicale et Interfédérale d'une charte éthique de l'IA.

Outre le partenariat étendu avec Mistral AI, le groupe BNP Paribas fait état de 780 cas d'usage total et 300 cas d'usage en cours d'expérimentation (dont près de la moitié sont basés sur de l'IA générative avec LLM). Pour illustrer l'investissement réalisé, le groupe met en avant à la fois le nombre de spécialistes dédiés à l'IA (800 Data Scientists ou Business Analysts IA), le nombre d'initiatives (260 initiatives/POCs avec des Fintechs) et le budget 2024 alloué à la cybersécurité (9% du budget total de l'IT et 150 000 heures de formation sur les thèmes Privacy et Data Protection en 2023).

Enfin, le groupe BPCE choisit de communiquer à la fois sur le nombre de clients actifs sur les applications mobiles des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne (10 millions), le nombre de documents traités automatiquement avec l'IA transformatrice (6 millions), et le nombre collaborateurs / utilisateurs actifs sur la solution IA générative interne (12.000 avec plus de 1,8 millions de prompts générés au 30 juin 2024).

Note: Les groupes Société Générale et Crédit Agricole qui ont déjà affiché leurs ambitions en matière d'IA dans leurs précédentes communications n'évoquent pas les actions mises en place dans leurs communications respectives du 30 juin 2024.



Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 30 juin 2024.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 24 juillet 2024 : BNP Paribas
- 31 juillet 2024 : Crédit Mutuel Alliance Fédérale
- 1^{er} août 2024 : Société Générale, Crédit Agricole et BPCE

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2024 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.